

## REVUE DE PRESSE

Suite à la conférence de presse du 28 septembre 2016

*Ville & Banlieue interpelle les candidats à l'élection présidentielle*

***Quelle place, quels projets et quelles propositions pour les villes de banlieues et les quartiers populaires en risque de rupture sociale ?***

*Présentation des*

***« 31 propositions pour réintégrer dans la République les 1500 quartiers de la politique de la ville et 4,8 millions d'habitants dont la moitié vivent en-dessous du seuil de pauvreté »***

**France INTER – JT 13h - 30/09/2016**

<https://www.franceinter.fr/emissions/le-journal-de-13h>

**Marc Vuillemot : les banlieusards doivent être "pris pour ce qu'ils sont, des citoyens du territoire de la République"**

**FRANCETV INFO**

Le 28/09/2016

**Le président de l'association des maires Ville & Banlieue de France, Marc Vuillemot, veut interpeller les candidats aux primaires et à l'élection présidentielle sur leurs projets sur la banlieue.**

Marc Vuillemot, maire PS de la Seyne-sur-Mer et président de l'association des maires Ville & Banlieue de France, interpellera mercredi 28 septembre les candidats aux primaires et à l'élection présidentielle sur leurs projets sur la banlieue. *"Nous voulons que plusieurs centaines de communes, 9 millions d'habitants, dont à peu près la moitié sous le seuil de pauvreté, puissent être pris en compte pour ce qu'ils sont, des citoyens du territoire de la République"*, a-t-il expliqué sur franceinfo.

*"La stigmatisation, l'amalgame, un relatif échec de la déghettoisation des quartiers populaires tend, probablement à tort, à focaliser le regard sur une partie de notre population"*, a ajouté Marc Vuillemot.

**franceinfo : Le discours de la droite et la gauche est-il convaincant ?**

Marc Vuillemot : *"Nous peinons un petit peu à déceler quelques orientations. Il est donc nécessaires plus que jamais, parce que le risque de stigmatisation est grand, d'interpeller ceux qui prétendent à l'animation du pays."*

**La baisse des dotations a-t-elle eu des conséquences sur les quartiers ?**

*"Si on veut éviter de créer le maintien de ghetto, si on veut que le simple droit public s'applique à l'ensemble des concitoyens, il est nécessaire, lorsque l'État décide de faire concourir les collectivités à l'effort de déficit du pays que pour ces quartiers-là des mesures de compensations soient mises en œuvre."*

## Ville & Banlieue veut faire de la politique de la ville un enjeu de la présidentielle

LA GAZETTE DES COMMUNES

Par [Hugo Soutra](#)

Publié le 29/09/ 2016

**L'association d'élus Ville & Banlieue a présenté, mercredi 28 septembre, plus de trente propositions aux différents candidats à l'élection présidentielle. Y figure notamment le portage de la politique de la ville par le Premier ministre et la mobilisation concrète des moyens de droit commun.**

Comme le veut la tradition, désormais bien établie les mois précédant chaque élection présidentielle, l'association d'élus locaux Ville & Banlieue a décidé d'interpeller les candidats à l'Élysée. Ils ont présenté, mercredi 28 septembre, « 31 propositions pour réintégrer dans la République les 1 500 quartiers prioritaires de la politique de la ville, soit 4,8 millions d'habitants, dont la moitié vivent en-dessous du seuil de pauvreté. »

Du positionnement institutionnel jusqu'au logement et au cadre de vie, en passant par l'emploi, la culture, l'éducation, la citoyenneté ou la sécurité, ce réseau d'élus de gauche mais aussi de droite fourmille d'idées. Plus ou moins pointues et techniques selon les thématiques, elles demandent toutes un certain « courage politique » pour parvenir à outrepasser les limites du fonctionnement laborieux de la politique de la ville.

*Lire aussi : [Panorama des banlieues : les cinq chiffres à retenir en 2015](#)*

### **La politique de la ville gérée depuis Matignon ?**

En tête de son document, Ville & Banlieue réaffirme une proposition déjà faite en 2012, à savoir confier au Premier ministre – et non plus à un secrétaire d'Etat dépourvu de légitimité interministérielle – le portage de la Politique de la ville. Objectif ? Qu'il soit garant de la mobilisation de tous les services de l'Etat au profit des quartiers prioritaires.

« Leurs habitants souffrent toujours d'un déficit d'accès aux droits, notamment à celui de la santé, de l'école républicaine, de la sécurité ou des loisirs. C'est compliqué de faire République, dans ces conditions-là » constate, dépité, Gilles Leproust, maire (FG) d'Allonnes.

*Lire aussi :*

*[La nouvelle politique de la ville satisfait-elle les habitants des quartiers prioritaires ?](#)*

*[« Donnons aux professionnels les capacités de changer la vie des habitants » \(IRDSU\)](#)*

### **Loi Lamy : comment passer de la théorie à la pratique ?**

Comme ses homologues, il ne tarit pas d'[éloges sur la loi Lamy](#). « Dans la lignée de [nos propositions faites en 2012](#), cette réforme a réorienté et dynamisé la politique de la ville » explique-t-il. Celui qui est également secrétaire général de Ville & Banlieue garde néanmoins en travers de la gorge le peu d'entrain manifesté par les services de l'Etat pour la traduire dans les faits. Notamment sur le plan financier.

« Des conventions d'engagements ont été signées en 2013 avec une dizaine de ministères, la CAF ou encore la CPAM, fixant un certain nombre d'objectifs opérationnels. Mais même ces opérateurs de l'Etat ont, depuis, déserté les quartiers prioritaires » s'étonne Driss Ettazaoui, vice-président de Grand Evreux agglomération en charge de la politique de la ville. « Il ne faut pas s'étonner, après coup, que de graves inégalités persistent entre nos quartiers et les centre-villes. »

### **L'Éducation prioritaire, un pansement qui ne soigne pas**

Prenant appui sur le [récent rapport du CNECSO](#), les élus de Ville & Banlieue font le procès de l'Éducation nationale, en particulier du dispositif d'éducation prioritaire. « Ce système de discrimination positive doit théoriquement permettre qu'il y ait moins d'élèves par classe dans nos quartiers, comparé à la situation dans les établissements « ordinaires » de l'Éducation nationale. Le gain n'est en moyenne que de deux élèves par classe au niveau national, ce qui est un premier pas mais ne change pas fondamentalement les conditions d'apprentissage des élèves défavorisés. Mais, outre que les enseignants sont trop souvent inexpérimentés, il y a, sur le terrain, plus d'élèves par classe dans les établissements REP+ du Var que dans les établissements normaux des Alpes-Maritimes, deux départements qui relèvent pourtant... de la même académie de Nice » illustre Marc Vuillemot, président de cette association d'élus apolitiques.

« Si la France ne compte que sur des dispositifs particuliers ou spécifiques, elle ne réussira jamais à faire République » alerte ce maire (PS) de La-Seyne-sur-mer, d'autant plus dur sur ce dossier de l'éducation que cet ancien professeur y voit la principale clé de la lutte contre l'exclusion. Il prône une réponse globale. « Nous ne négligeons pas les questions d'insécurité ou de radicalisation, mais il nous semble que c'est en travaillant autant sur l'accès à une éducation de qualité que sur l'insertion professionnelle que nous pourrions répondre efficacement à ces maux. »

*Lire aussi :*

*[Radicalisation : les maires de banlieues interpellent l'Etat sur sa « politique d'austérité »](#)*

*[« Les cultures « Police » et « Politique de la ville » sont complémentaires », d'après Sylvie Feucher](#)*

## Politique globale

L'un des principaux échecs de François Hollande durant ce quinquennat, c'est-à-dire l'augmentation du chômage, s'est sans surprises vérifiée dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, où l'accès à l'emploi reste défaillant malgré le haut-niveau de précarité.

« Il y a trois fois plus de chômage dans nos quartiers qu'ailleurs. Travailler facilite pourtant l'obtention d'un logement et donne accès aux soins de première nécessité, à la culture ou au sport. L'emploi facilite aussi l'accomplissement de son rôle de parent » vante Marc Vuillemot.

## FOCUS

### Quelques propositions de Ville & Banlieue

Avant l'élection présidentielle de 2017, il y a le projet de loi de finances pour 2017. Ceci n'est pas passé inaperçu pour Ville & Banlieue, qui réclame que soit examinée par les parlementaires à cette occasion :

- la compensation par l'Etat central à 100 % de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) qu'il a octroyé aux bailleurs sociaux. Actuellement, Bercy ne compenserait qu'à 35 ou 40% ce montant théoriquement dû aux collectivités locales.
- le doublement de l'aide du fonds de soutien de l'Etat de 90 à 180 euros par an et par enfant (pour atteindre, aide de la CAF comprise [56 euros], le coût évalué par l'AMF)

En ce qui concerne leurs 31 propositions aux candidats à l'élection présidentielle, elles [sont téléchargeables en exhaustivité et en version détaillée, ici](#). En voici toutefois un premier extrait :

- Confier au Premier ministre, garant de la mobilisation de tous les services de l'État, le portage de la Politique de la ville.
- Assurer le portage volontaire de la politique de la ville par l'intercommunalité.
- Affirmer les rôles complémentaires : l'État garant de la solidarité nationale ; l'Intercommunalité garante de la cohérence territoriale et de la solidarité locale ; la Commune, maître d'œuvre de proximité de la Politique de la ville, garante de la construction de la politique locale ; le Conseil citoyen garant d'un centrage de l'action publique sur les priorités de la population.
- Renforcer l'effort éducatif pour l'égalité des chances, notamment en engageant les moyens humains nécessaires, formés, en nombre suffisant, pour répondre aux besoins de formation, à tous les niveaux de la scolarité, dans une approche de mixité scolaire, supposant une refonte obligée de la sectorisation scolaire.
- Garantir à tous une offre de qualité d'activités périscolaires sans discrimination économique des communes ou des familles.
- Promouvoir le sport comme outil de « remotivation » et de persévérance scolaire, ce qui en fait un vecteur essentiel d'intégration.
- Soutenir les collectivités qui développent la solidarité par le logement.
- Renforcer la mixité sociale dans l'habitat.
- Favoriser la diversification de l'offre de logement, au service de vrais parcours résidentiels.
- Accompagner les QPV dans la transition énergétique, en fléchant notamment vers ces quartiers la moitié des 500 000 rénovations thermiques prévues par la loi de « Transition énergétique. »
- Garantir la desserte des QPV par des transports en commun en site propre (TCSP) et des solutions transports en direction des pôles d'emploi, des pôles de formation, de santé, de culture et de loisirs.
- Proposer de vrais débouchés professionnels aux demandeurs d'emploi des QPV.
- « Territorialiser » les formations pour favoriser l'accès des habitants des QPV.
- Mettre en œuvre des programmes territoriaux de prévention, de sécurité et de justice.
- Minorer le temps consacré par les policiers et gendarmes à des démarches administratives.
- Assurer la participation de représentants des conseils citoyens aux instances décisionnelles des contrats de ville et PRU, pour la définition, le suivi et l'évaluation des programmes.

## **Présidentielle 2017 : Ville et Banlieue appelle les candidats à se montrer (enfin) courageux !**

COURRIER DES MAIRES par Hugo Soutra

Le 30/09/2016

**Plus de trente propositions ont été présentées le 28 septembre par Ville & Banlieue. Objectif ? Rendre plus efficaces la politique de la ville et les politiques publiques impactant la vie des 4,8 millions d'habitants des quartiers prioritaires. Colossal, le chantier demande aussi une certaine dose de courage politique, adjure l'association d'élus. Avis aux candidats à l'Elysée...**

Loin du « [catalogue](#) » de [120 propositions remis en mars 2012](#), Ville & Banlieue – qui réunit 120 maires et élus de communes abritant un ou des quartiers prioritaires de la politique de la ville – a voulu, cette fois-ci, aller à l'essentiel. Dans le cadre de la prochaine élection présidentielle 2017, cette association non partisane a [présenté 31 propositions](#), le 28 septembre. Au menu : **améliorer la mixité dans l'école républicaine, mieux répartir les forces de police nationale, favoriser l'insertion professionnelle, développer la mixité sociale dans le logement ou encore renforcer la gouvernance nationale comme locale.**

D'après Ville & Banlieue, la réussite de la politique de la ville après 2017 ne tiendra en effet pas tant à un nouveau plan Marshall ou une énième réforme des différents dispositifs spécifiques aux quartiers prioritaires... qu'à un **repositionnement stratégique en matière de gouvernance**. Pour parvenir à corriger les dysfonctionnements des grands services publics nationaux dans les banlieues sensibles et autres territoires pauvres, le futur président de la République devrait commencer par « sortir la politique de la ville de son ghetto institutionnel ».

### **En finir avec la seule discrimination positive**

Pour cela, il faudrait « confier au Premier ministre – garant de la mobilisation de tous les services de l'Etat – le portage de cette politique publique » assurent ces différents élus. Selon eux, le secrétariat d'Etat à la Ville ne disposerait ni du poids politique ni de la légitimité institutionnelle suffisante pour se faire entendre des puissantes administrations des ministères de l'Intérieur, du Travail, de la Santé ou de l'Education nationale.

« C'est compliqué de faire République, alors que les habitants de nos quartiers souffrent toujours d'un déficit généralisé d'accès aux droits », constate, député, **Gilles Leproust, maire (FG) d'Allonnes**.

« Si la France ne compte que sur des dispositifs de discrimination positive tels que l'Education prioritaire, elle ne réussira jamais à faire République », rebondit **Marc Vuillemot, président de Ville & Banlieue et maire (PS) de La Seyne-sur-Mer**.

« Il y a théoriquement moins d'élèves par classe en REP (ex-ZEP), mais aussi beaucoup plus de professeurs inexpérimentés. L'école de la République donne structurellement moins à ceux qui ont moins : ce n'est pas moi qui le dit, mais [le Conseil national d'évaluation du système scolaire \(CNESCO\) dans un récent rapport](#) sur la reproduction des inégalités. »

Partisan d'une refonte de la sectorisation scolaire, Ville & Banlieue prône une réponse globale favorisant la **mixité scolaire et la réussite éducative des classes populaires**.

« C'est en travaillant sur l'accès à une éducation de qualité et l'insertion professionnelle que nous répondrons le plus efficacement possible aux maux de la délinquance ou de la radicalisation. Il y a trois fois plus de chômage dans nos quartiers qu'ailleurs en France. Etre en emploi facilite pourtant l'obtention d'un logement et donne accès aux soins de première nécessité, à la culture ou au sport, il permet l'accomplissement de son rôle de parent », développe Marc Vuillemot.

### **Vives critiques à l'encontre du ministère de la Ville**

Le secrétaire général de cette association d'élus locaux, Gilles Leproust, abonde le propos de son président, tout en poursuivant son raisonnement initial : « C'est d'autant plus compliqué de faire République dans la situation actuelle que des apprentis sorciers [NDLR : recruteurs islamistes] profitent de ces inégalités sociales et territoriales bien réelles pour dévoyer certains jeunes de nos quartiers. »

Pour ne rien arranger, le [rapport de Ville & Banlieue pour lutter contre le fondamentalisme religieux](#) prend toujours la poussière sur les étagères du ministère de la Ville...

Adressant un « **zéro pointé** » à **Patrick Kanner** qui n'a pas « su développer une réponse préventive à côté de la réaction sécuritaire du ministère de l'Intérieur », les élus de banlieues estiment que leurs administrés « souffrent énormément du manque de courage politique. Ils en ont marre d'entendre les politiques répéter toutes les trois phrases le mot "République", sans s'émouvoir que la devise affichée fièrement au fronton de nos bâtiments publics reste à l'état de promesse oubliée », argue Marc Vuillemot.

Le président de Ville & Banlieue et ses homologues prennent ainsi acte de l'annonce, par le Premier ministre Manuel Valls, mardi 27 septembre au congrès de l'USH, du « retour de l'Etat dans le financement de la rénovation urbaine ».

**De quoi potentiellement accélérer la mise en œuvre du PNRU 2** et donc transformer radicalement le cadre de vie dans les quartiers prioritaires mais aussi leur peuplement. Et par là même, compléter utilement leurs dernières propositions en matière de logement. Pas question néanmoins de s'en réjouir dès aujourd'hui, pour ces élus locaux lassés de devoir assumer devant leurs habitants les différences entre les discours des pouvoirs publics et les actes.

#### **Attention à « l'égoïsme communal d'autres collectivités locales »**

« Il en va de même pour le projet de **loi Egalité et citoyenneté**, qui semble aller dans le bon sens en multipliant les outils pour renforcer la mixité sociale dans l'habitat. Mais nous croirions encore davantage à sa portée réformatrice, si l'article de la loi Alur rehaussant le pourcentage de logements sociaux à produire à 25% était enfin appliqué et respecté. Plus de deux ans après son vote, ce n'est toujours pas le cas », déplore Gilles Leproust.

En dépit de la dénonciation par Manuel Valls d'un « **apartheid territorial** », il semble toujours aussi compliqué pour les préfets et les présidents d'intercommunalité de rappeler aux maires de ghettos de riches ainsi que de communes concentrant des logements ultra-sociaux qu'ils sont avant tout élus de la République.

« L'Etat doit plus que jamais assumer son rôle, tandis que les élus doivent veiller à ce que leur action ne soit pas freinée par l'égoïsme communal d'autres collectivités locales refusant de créer les conditions de la mixité », prévient Marc Vuillemot.

#### **QUELLES SONT LES PROPOSITIONS DE VILLE & BANLIEUE POUR 2017 ?**

Avant de se projeter pleinement dans la bataille pour l'élection présidentielle de 2017, les élus de ces 120 villes de banlieue n'oublient pas l'examen à venir du **projet de loi de finances pour 2017**. Ils cherchent le soutien de parlementaires pour faire examiner deux propositions techniques et financières :

- la compensation par l'Etat central à 100 % de l'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) qu'il a octroyé aux bailleurs sociaux. Actuellement, Bercy ne compenserait qu'à 35 ou 40% ce montant théoriquement dû aux collectivités locales.
- le doublement de l'aide du fonds de soutien de l'Etat de 90 à 180 euros par an et par enfant (pour atteindre, aide de la CAF comprise [56 euros], le coût évalué par l'AMF)

Plus politiques, les **31 propositions de Ville & Banlieue adressée aux candidats à l'élection présidentielle** sont téléchargeables, en exhaustivité et en version détaillée, ici. En voici une dizaine :

- Assurer le portage volontaire de la politique de la ville par le premier ministre au niveau national, et par l'intercommunalité au niveau local.
- Affirmer les rôles complémentaires : l'Etat garant de la solidarité nationale ; l'Intercommunalité garante de la cohérence territoriale et de la solidarité locale ; la commune, maître d'œuvre de proximité de la politique de la ville, garante de la construction de la politique locale ; le conseil citoyen garant d'un centrage de l'action publique sur les priorités de la population.
- Soutenir les collectivités qui développent la solidarité par le logement, et favoriser la diversification de l'offre de logements dans les QPV
- Accompagner les QPV dans la transition énergétique, en fléchant notamment vers ces quartiers la moitié des 500 000 rénovations thermiques prévues par la loi de « Transition énergétique ».
- Garantir la desserte des QPV par des transports en commun en site propre (TCSP) et des solutions transports en direction des pôles d'emploi, des pôles de formation, de santé, de culture et de loisirs.
- Garantir à tous une offre de qualité d'activités périscolaires sans discrimination économique des communes ou des familles.
- Promouvoir le sport comme outil de « remotivation » et de persévérance scolaire, ce qui en fait un vecteur essentiel d'intégration.
- « Territorialiser » les formations pour favoriser l'accès des habitants des QPV.
- Mettre en œuvre des programmes territoriaux de prévention, de sécurité et de justice.
- Assurer la participation de représentants des conseils citoyens aux instances décisionnelles des contrats de ville et PRU, pour la définition, le suivi et l'évaluation des programmes.

## **Présidentielle 2017 : Ville & Banlieue présente ses propositions en faveur des quartiers prioritaires**

AEF Habitat Urbanisme

Par [Shahinez Benabed](#)

Le 30/09/2016

**L'association des maires Ville & Banlieue a présenté, mercredi 28 septembre 2016, 31 propositions en faveur des quartiers politique de la ville, qu'elle compte adresser aux futurs candidats à l'élection présidentielle. Parmi elles, le rattachement de la politique de la ville au Premier ministre, l'exclusion des QPV dans les offres de logement au titre du droit opposable, ou encore la compensation "à 100 % de l'abattement de la TFPB" qu'elle souhaite voir inscrit dans la loi de finances pour 2017. Elle défend également la conduite d'actions en faveur d'un développement urbain durable et un renforcement des conseils citoyens dans les "instances décisionnelles des contrats de ville et PRU".**

À quelques mois de la présidentielle 2017, Ville & Banlieue veut faire entendre sa voix. Mercredi 28 septembre, l'association d'élus d'agglomérations de périphérie a ainsi présenté 31 propositions qu'elle entend adresser aux futurs candidats de l'élection pour les interpeller sur la nécessité de "réintégrer dans la République les 1 500 quartiers de la politique de la ville et les 4,8 millions d'habitants dont la moitié vit en dessous du seuil de pauvreté".

### **UNE POLITIQUE DE LA VILLE RATTACHEE AU PREMIER MINISTRE**

Un tiers de ces propositions concerne des sujets liés au logement, à la politique de la ville ou encore au développement urbain durable. Y figure par exemple l'exigence "que la politique de la ville soit rattachée au Premier ministre", ce dernier étant perçu comme le "garant de la mobilisation de tous les services de l'État".

De même, alors que le PLF 2017 présenté en Conseil des ministres mercredi prévoit une hausse et un recentrage de la DSU ([lire sur AEF](#)) et que le Premier ministre a par ailleurs annoncé une hausse de la DPV ([lire sur AEF](#)) qui devrait être inscrite au texte par voie d'amendement, l'association appelle à "stabiliser les règles de la solidarité et de la péréquation sur toute la durée du mandat municipal et intercommunal et du contrat de ville".

### **SOUTIEN AUX COLLECTIVITES "SOLIDAIRES"**

Ville & Banlieue plaide également pour "le portage volontaire de la politique de la ville par l'intercommunalité" et "une gouvernance équilibrée" de cette politique de la ville "entre l'État, l'intercommunalité, la commune et les citoyens", autant d'orientations actées par la loi Lamy de 2014 et censées être incarnées par les contrats de ville.

L'association demande par ailleurs le soutien des collectivités qui "développent la solidarité par le logement", en modulant la DGF du bloc communal "en fonction des efforts de construction de logements, de logements sociaux, et de logements très sociaux".

### **"EVITER DE METTRE LA MISERE LA OU ELLE EXISTE DEJA"**

Pour renforcer la mixité sociale dans l'habitat, Ville & Banlieue préconise plusieurs mesures, parmi lesquelles "exclure les QPV des offres de logement au titre du droit opposable". L'objectif étant, selon Sylvie Thomas, déléguée générale de l'association, d'"éviter de mettre la misère là où il y a déjà de la misère". Une volonté sur le fond partagée par nombre de députés, qui dans le cadre de l'examen du projet de loi Égalité et citoyenneté, ont dans un premier temps (en commission), limité à 50% le taux maximum d'attributions de logements sociaux à des ménages modestes en QPV. La mesure, jugée discriminante, a ensuite été retoquée en séance publique.

L'association préconise encore la mise en place d'une "modulation des loyers dans les quartiers à forte valeur ajoutée pour y accueillir des ménages dont les ressources sont insuffisantes", mesure là encore discutée dans le cadre du PJJ Égalité et citoyenneté, et de "favoriser la mixité sociale diffuse via les 'secteurs de mixité sociale' dans les PLU, fixant un taux de logement social dans chaque programme immobilier".

S'agissant de l'abattement de la TFPB dont les bailleurs bénéficient en QPV, Ville & Banlieue souhaite qu'une compensation de celui-ci "à 100 %" soit inscrite dans la loi de finances 2017. "L'État, qui compensait au départ à 100 % cet abattement aux collectivités, a petit à petit réduit cette compensation, qui atteint 40 % en 2016. Mais il reste encore 60 % qui ne sont pas compensés et qui constituent un manque à gagner pour les communes qui ont un QPV", explique Isabelle Foret-Pouget, vice-présidente de l'association.

### **VERS UNE DIVERSIFICATION DE L'OFFRE DE LOGEMENT**

Ville & Banlieue appelle encore à "favoriser la diversification de l'offre de logement au service de vrais parcours résidentiels". Elle propose par exemple d'imposer, dans les PLH "un plan fixant les objectifs de la prise en considération des diverses situations familiales et leurs évolutions", et de développer "des démarches innovantes en termes de production de logement social", telles que l'habitat participatif en locatif, l'auto-construction, ou encore l'auto-réhabilitation.

Par ailleurs, il s'agirait selon elle d'"adapter les nouveaux PRU pour atteindre réellement les objectifs d'offre et d'accès fixés à la rénovation urbaine". Cela, en reconstituant l'offre de logement social dans les communes déficitaires des intercommunalités, en maintenant la TVA à 5,5 % dans les quartiers en PRU et dans leur proche périphérie, et en encadrant les prix du foncier à leur niveau constaté au début des opérations. Également "en maintenant la quittance globale à son niveau pour les occupants après relogement, ou avec un écart maximal minime". Sur ce point, Isabelle Foret-Pougnat explique : "Lorsqu'un immeuble est reconstruit, ou réhabilité, les prix des loyers augmentent. Dans le cas d'immeubles neufs, les charges se retrouvent réduites, et parfois, l'APL ou l'AL compensent cette augmentation. Mais pas toujours. L'idée serait donc que le bailleur plafonne l'augmentation, pour que les habitants ne se retrouvent pas dans une situation impossible". Si l'Anru prend déjà en compte cette problématique ([lire sur AEF](#)), "il faudrait que l'État soit plus ferme à ce niveau" estime Isabelle Foret-Pougnat.

L'association appelle encore au développement "des opérations de requalification des copropriétés dégradées", et au renforcement de "la législation contre l'habitat indigne et les marchands de sommeil".

### **UN DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE**

Les élus de Ville & Banlieue proposent en outre plusieurs actions en faveur d'un développement urbain durable. Par exemple de faire des QPV "des laboratoires de la ville durable", et de les accompagner "dans la transition énergétique". Pour se faire, ils préconisent un fléchage de "la moitié des 500 000 rénovations thermiques prévues" par la LTECV vers ces quartiers. De même que le désenclavement des QPV, via la garantie de dessertes de ces quartiers par des transports en communs en sites propres, à l'image de bus ou de tramways, et des actions en faveur de la mobilité durable (vélo, la marche, covoiturage, etc.).

Enfin, en matière de citoyenneté, le renforcement des conseils citoyens est aussi encouragé, via par exemple la participation des représentants de ces conseils aux "instances décisionnelles des contrats de ville et PRU, pour la définition, le suivi et l'évaluation des programmes".

### **La présidentielle ou l'occasion d'améliorer la sécurité dans les quartiers prioritaires**

LA GAZETTE DES COMMUNES

Par [Hugo Soutra](#)

Publié le 30/09/2016

**Parmi les propositions énoncées par l'association Ville & Banlieues à l'occasion des primaires et de la présidentielle 2017, les questions de sécurité figurent à une bonne place. Du fonctionnement de la police nationale aux dynamiques des CLSPD, en passant par la prévention de la radicalisation, les élus de banlieues fourmillent d'idées.**

Primaires des écologistes, du Parti socialiste ou de LR oblige, l'association d'élus Ville & Banlieue ne s'est pas faite attendre. Elle a d'ores et déjà [présenté ses idées aux futurs candidats à l'élection présidentielle](#).

Campagne présidentielle oblige, les élus de ce réseau de 120 communes ont décidé de ne surtout pas faire l'impasse sur les enjeux de sécurité et de justice. Les questions de prévention de la délinquance et de la radicalisation sont également abordées de front.

« Cela ne sert à rien de nier le problème de l'insécurité qui existe dans les quartiers prioritaires. C'est également vrai que des bandes délinquantes se livrant à un vaste trafic de drogue se sont appropriés certaines parcelles du territoire de la République » reconnaît Alain Périès, premier adjoint (PS) au maire de Pantin.

Il ne s'agit donc pas d'euphémiser, mais pas question pour autant de grossir le trait de façon alarmiste. « Il ne faut pas imaginer que les faits de délinquance ou de radicalisation sont surreprésentés dans nos quartiers par rapport au reste de la société. Qu'il s'agisse de l'important tissu associatif, des structures d'éducation populaire ou du partage d'informations généralement acquis entre travailleurs sociaux et police, nous disposons également de quelques ressources intéressantes » défend ce membre de Ville & Banlieue.

### **UN « PACTE NATIONAL DE SECURITE » ENTRE L'ETAT ET LES COLLECTIVITES**

Pour accentuer la lutte contre l'insécurité et donc éviter à l'avenir la stigmatisation des quartiers populaires, ce réseau d'élus prône avant toute choses [une évolution de la gouvernance. Objectif ? Mobiliser concrètement et durablement les services de l'Etat](#), à commencer par le ministère de l'Intérieur. D'où l'idée, par exemple, de mettre en place d'un « pacte national de sécurité » signé à la fois par l'Etat et les communes classées en politique de la ville.

**Lire aussi :**

- *La Seine-Saint-Denis réclame à l'Etat le « droit à la sécurité »*
- *« Les policiers doivent être mieux formés à la politique de la ville » - Sylvie Feucher*

Alain Périès et ses homologues imaginent déjà que le futur président de la République, une fois au pouvoir, prenne la décision de « renforcer et améliorer la répartition comme la formation des effectifs de terrain de la police nationale et de la justice, tout en augmentant de façon significative les moyens d'intervention. »

D'autres réformes concernant le ministère de l'Intérieur sont également évoquées, notamment certaines visant à « minorer le temps consacré par les policiers et les gendarmes à des démarches administratives. » Ce pacte national serait également l'occasion, aux yeux des élus de Ville & Banlieue, de « développer des postes de médiation (délégués à la cohésion police/population, travailleurs sociaux en commissariat). »

**LA MOBILISATION DU DROIT COMMUN POUR UNE REPUBLIQUE EFFECTIVE**

Loin de s'arrêter au seul ministère de l'Intérieur, cette mobilisation de l'Etat devrait toutefois concerner, dans le contexte terroriste actuel, l'ensemble des administrations centrales.

Pour Gilles Leproust, maire (FG) d'Allonnes, le « déficit d'accès aux droits (santé, école, sécurité, loisirs) dont souffrent les habitants des quartiers complique résolument la tâche de la République. C'est d'autant plus compliqué que des apprentis sorciers [ndlr : recruteurs islamistes] profitent de ces inégalités sociales et territoriales bien réelles pour dévoyer les jeunes de nos quartiers. »

Là encore, hors de question de sous-estimer la situation. Un terreau propice à la radicalisation et favorable aux départs au djihad existe effectivement dans certains quartiers prioritaires.

« Du fait du déficit éducatif, de la faible reconnaissance sociale de nos jeunes ainsi que de l'enfermement sur son environnement immédiat d'un trop grand nombre de nos habitants, nous nous sommes rapidement saisi du problème de la radicalisation islamiste » assure Alain Périès. Et plus particulièrement du volet Prévention de la radicalisation islamiste.

**Lire aussi :**

- *Radicalisation : les maires de banlieues interpellent l'Etat sur sa « politique d'austérité »*
- *Prévention de la radicalisation : les principales propositions des maires de banlieue*

« Qu'il s'agisse d'éducation, de police de proximité, d'emploi ou de justice, Ville & Banlieue a remis début 2016 au [ministère de la Ville et de la Jeunesse un rapport multipliant les propositions pour freiner le recrutement et la formation de futurs djihadistes](#). Mais, plus de neuf mois après, l'Etat continue de traiter ce problème seulement du côté sécuritaire. C'est un zéro pointé » accuse Marc Vuillemot, président de Ville & Banlieue.

**OUI AU SECURITAIRE, A CONDITION DE NE PAS OUBLIER LA PREVENTION**

A l'entendre, l'approche sécuritaire n'est pas seulement une erreur stratégique mais rajoute aussi de l'inégalité aux inégalités. « Parce que nos villes populaires aux finances fragilisées n'ont pas les moyens de financer des vigiles privés en plus des policiers municipaux que l'on met à la disposition de l'Etat, les préfetures annulent systématiquement les évènements festifs et conviviaux que nous organisons pour nos populations » dénonce le maire de La-Seyne-sur-Mer.

Dans leurs propositions aux candidats aux primaires et à l'élection présidentielle, l'association insiste une nouvelle fois sur la nécessité de « former, protéger et soutenir les professionnels de première ligne incarnant la République. » Rejoignant les positions de l'AMF ou de France urbaine, les élus des quartiers populaires demande aussi à l'Etat « d'imaginer un dispositif nous permettant d'être informés des réalités des suspicions avérées, notamment si elles concernent des agents de structures municipales ou paramunicipales. » L'idée est donc bien de jouer sur les deux tableaux, préventif et sécuritaire.

Au-delà de la question de la lutte contre la radicalisation islamiste, cette approche rejoint leur souhait de bâtir des réponses globales au sein des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD). Dans ces instances, des « programmes territoriaux de prévention » réfléchis entre police, justice, éducation, acteurs associatifs et collectivités locales, pourraient être mis en place facilement.

D'après Ville & Banlieue, cela permettrait de « muscler les politiques de prévention éducative, de prévention spécialisée et de prévention situationnelle, mais aussi d'accroître la coopération polices municipales/nationale, le traitement rapide des affaires judiciaires, l'alternative à la prison ou encore la réinsertion en fin de peine. »

## Ville & Banlieue interpelle les prétendants à l'élection présidentielle

ELUNET.ORG

lundi 3 octobre 2016

Ville & Banlieue a tenu le 28 septembre une conférence de presse afin de présenter ses 31 propositions qui seront adressées aux différents postulants à l'élection présidentielle.

L'objectif est de "réintégrer dans la République les 1 500 quartiers prioritaires de la politique de la ville, soit 4,8 millions d'habitants, dont la moitié vivent en-dessous du seuil de pauvreté."

- ▶ Sortir la politique de la ville de son ghetto institutionnel
- ▶ L'éducation, clé majeure de la lutte contre l'exclusion
- ▶ Le sport, la culture, moyens de l'intégration sociale et citoyenne
- ▶ Le droit à la santé et la prévention sanitaire pour une égalité du XXIe siècle
- ▶ Un logement digne et durable pour tous à tous les âges de la vie
- ▶ Un environnement urbain durable et des mobilités égalitaires
- ▶ L'emploi, clé de l'intégration
- ▶ La prévention, la sécurité et la justice, garanties de maintien du pacte républicain
- ▶ Pour relever le défi de la démocratie, la laïcité, la citoyenneté, le vivre ensemble, la lutte contre les discriminations

[Télécharger les 31 propositions](#)

## Présidentielle : les élus de banlieue s'invitent dans le débat

MAISON DES ELUS

4 octobre 2016

Encore une fois, les élus de l'association Ville & Banlieue s'adressent aux potentiels candidats à l'élection présidentielle, par le biais de « *31 propositions pour réintégrer dans la République les 1 500 quartiers en politique de la ville et 4,8 millions d'habitants dont la moitié vit en dessous du seuil de pauvreté* ». « *La question des quartiers populaires a de l'importance, elle doit faire objet d'une analyse. Nous voulons jeter un pavé dans la mare* », expliquait Marc Vuillemot, maire de La Seyne-sur-Mer et président de l'association le 28 septembre.

Les élus insistent sur le besoin d'une « *action globale, sur tous les sujets* » : l'emploi, l'éducation, le sport et la culture, le droit à la santé, au logement, la prévention, la justice, les transports... car « *nos habitants souffrent d'un déficit d'accès au droit* ». Pour ce faire, ils demandent que la politique de la ville soit rattachée au Premier ministre. Les élus se félicitent de la mise en place des conventions d'équilibre territorial, qui « *permettent de réfléchir sur la mixité au niveau intercommunal* ». Mais « *il faut que les engagements soient traduits en faits* ».

D'ores et déjà, dans le cadre du débat sur le projet de loi de finances 2017, les élus demandent « *une compensation à 100 % de l'exonération de la TFPB (taxe foncière sur les propriétés bâties) et une prise en charge par l'État de la réforme des rythmes scolaires à hauteur de 180 euros par enfant et par an dans les quartiers bénéficiaires de la DSU (dotation de solidarité urbaine)* ». L'association insiste aussi sur la nécessité de renforcer la participation des habitants à la vie de la cité, notamment à travers les conseils citoyens ou la gestion de budgets participatifs.

QUARTIERS POPULAIRES

# Les maires s'invitent dans la campagne

Ville & Banlieue lance ses trente et une propositions pour interpellier les candidats à l'élection présidentielle sur le sort réservé à près de 5 millions d'habitants.

**I**ls ont préféré devancer le calendrier électoral, quitte à imposer le leur. À plusieurs mois de l'élection présidentielle, les maires des 99 communes, regroupées dans l'association Ville & Banlieue, ont choisi d'interpeller les candidats. « Les thématiques qui nous préoccupent sont très peu présentes dans leur agenda », s'inquiète Marc Vuillemot, président de l'association et maire (PS) de La Seyne-sur-Mer. Trente et une propositions ont été présentées, mercredi, pour « réintégrer dans la République » les 1500 quartiers de la politique de la ville, et leur 4,8 millions d'habitants dont la moitié vivent en dessous du seuil de pauvreté, et où le taux de chômage est, en moyenne, trois fois plus élevé que dans le reste du territoire.

La première proposition concerne le pilotage de la politique de la ville. Pour l'association, il est impensable que les quartiers populaires soient dilués dans un sous-ministère. « Nous redisons que c'est au premier ministre, garant de la mobilisation de tous les services de l'État, de prendre la politique de la ville », plaide Gilles Leproust, secrétaire général de l'association et maire (PCF) d'Allonnes.

Face à ces constats alarmants, l'association apporte ses solutions. On les trouve du côté de « l'éducation, comme une clé majeure de la lutte contre l'exclusion ; du sport et de la culture, comme moyens d'intégration sociale et citoyenne ; du droit à la santé et à un logement digne ». Parmi les trente et une propositions, celle d'ajuster les périmètres des quartiers

prioritaires avec ceux des réseaux d'éducation prioritaire et de scolariser les enfants dès l'âge de deux ans dans les quartiers par des dispositifs passerelles. « Concernant les rythmes scolaires, nous demandons de porter l'aide du fonds de soutien de l'État de 90 euros à 180 euros par an et par enfant », précise Gilles Leproust. Autre urgence : le soutien par l'État des collectivités qui développent la solidarité par le logement, à travers la compensation à 100 % de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Marc Vuillemot, maire de La Seyne-sur-Mer, s'interroge aussi sur l'avenir de la rénovation urbaine : « On ne voit rien venir et cela risque de faire des dégâts dans les quartiers. »

IXCHEL DELAPORTE